

Éditorial

FAIRE FACE AUX DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Durant l'hivernage 2017, les pays sahéliens et non sahéliens ont été assujettis à un déficit hydrique. Le changement climatique est une réalité que nous percevons avec acuité jusque dans notre vie de tous les jours et il faut l'étudier de façon rationnelle pour lui faire face.

Cette urgence a été largement réitérée lors du Sommet Climat à Paris en décembre dernier car le phénomène du changement de climat s'installe à demeure comme on le mesure d'une année à l'autre. Dans la décennie 1970, on pouvait encore parler d'épisode cyclique passager lors de la terrible sécheresse qui a touché toute la bande sahélienne. Aujourd'hui, c'est la planète entière dont le climat est durablement chamboulé avec des conséquences toujours graves, parfois dramatiques, typhons, tornades, sécheresses, vents de sable, avec l'accélération de la montée des eaux d'un côté, de la désertification pour nous, avec des vagues de migrants climatiques qui convergent vers les grandes villes africaines, vers les pays nantis sur d'autres continents.

Le défi n'est pas seulement africain, mais mondial.

Pour se donner des chances de le relever victorieusement, il faut gérer rationnellement les ressources disponibles, notamment les ressources en eau. Une voie dans laquelle l'Office du Niger s'est engagé sans hésiter car cette question est vitale pour une entreprise qui pratique la culture irriguée avec une maîtrise totale de l'eau et qui s'est engagé dans la lutte contre la pauvreté.

Mais prévoir et se préparer n'est pas tout, il faut constamment s'adapter à la nouvelle donne, améliorer ses méthodes et outils, plaider pour une coopération internationale plus diligente, juste et solidaire. Les paysans africains ont porté ce plaidoyer à la COP21 en espérant être entendus car, cette fois, comme on le dit trivialement, tout le monde est véritablement dans le même bateau baloté par le dérèglement climatique et tous en ressentent les effets.

A l'échelle de l'Office du Niger, ces effets se manifestent, entre autres, sur l'irrigation. Nous n'avons pas été confrontés à de grandes difficultés pour irriguer 300 000 hectares durant l'hivernage car, en cette saison, moins de 6% de la capacité du barrage sont nécessaires pour faire le travail. Mais en période d'étiage, l'irrigation requiert plus de 50% de la même capacité, ce qui complique considérablement l'équation.

Le changement climatique confronte donc faibles et puissants de ce monde à des effets nouveaux qui ébranlent équilibres et certitudes, qui contraignent à réviser les modes de production et même les modes de vie. Dans notre cas, lorsque la sécurité alimentaire est remise en question, c'est la vie tout court, dans ses besoins les plus élémentaires, qui se trouve menacée.

**Dr Mamadou M'Baré
COULIBALY**
PDG de l'Office du Niger

Agriculture et développement durable : L'OFFICE DU NIGER SE PRÉPARE AUX DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Directeur de la Gestion de l'Eau et de la Maintenance du Réseau Hydraulique, Bakui Koné, a participé du 13 au 26 mars à une Formation au Galilée Institute en Israël sur le thème « l'agriculture à l'ère du changement climatique ». Cette formation était destinée à renforcer les capacités des participants et partager avec eux les expériences réussies d'Israël dans les domaines de l'irrigation du « goutte à goutte », de l'agriculture moderne, de la résilience au changement climatique.



Parmi les thèmes étudiés, la culture intensive des légumes avec ici des tomates sous serre en station de recherches

Le Galilée International Management Institute est un centre de formation continue qui travaille principalement avec des stagiaires non israéliens venant de tous les continents. Les programmes sont en anglais et en français et comportent des thèmes en rapport avec l'agriculture, l'irrigation, le développement durable, le développement des infrastructures, la gestion, les ressources humaines, le suivi-évaluation, la santé, etc. Il propose aussi des programmes à la demande du partenaire. Cette session de formation portait sur des méthodes durables grâce auxquelles un rendement agricole élevé peut être atteint, tout en assurant la sécurité de l'eau, la sécurité alimentaire et la prévention, l'atténuation de la dégradation des terres et de la désertification.

Etaient concernés pour cette formation les ingénieurs d'agriculture et du génie rural, les décideurs et les professionnels impliqués dans la planification, la conception, le fonctionnement et la gestion des projets de production agricole, le personnel impliqué dans la mise en œuvre des systèmes d'irrigation et les personnes participant à des projets de développement agricole et d'élevage.

Animée par un pool d'experts dans plusieurs disciplines, la session s'articulait autour de thèmes comme : « Kibboutz, communauté et pilier de l'agriculture israélienne » ; « Vue d'ensemble de l'agriculture israélienne et système de production » ; « Conception de systèmes d'irrigation » ; « Désertification à l'ère du dérèglement climatique, notion de développement durable du désert » ; « Utilisation appropriée des ressources en eau dans l'agriculture à l'ère du changement climatique » ; « Production intensive de légumes » ; « Besoins nutritifs des cultures, analyses du sol et fertilisation » ; « Traitement des eaux usées et leur utilisation dans l'agriculture » ; « Gestion de projets » ; « Expériences et mesures sur des installations d'irrigation de goutte à goutte ». En marge des travaux, les participants effectuaient des visites d'études aux fermes agricoles et laitières, au centre de recherche et de développement.

Notons afin que cette session de formation sur l'Agriculture à l'ère du changement climatique a été suivie par 12 participants. Outre le Sénégal qui comptait 6 participants et Madagascar 3, la Centrafrique, le Congo et le Mali en avaient chacun un.



Un champ de tomates sous irrigation goutte à goutte

Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, PDG de l'Office du Niger

LE MALI PEUT ÊTRE UN PAYS ÉMERGENT EXPANSIF

Avec un potentiel de près de 2 millions d'hectares irrigables, soit l'un des plus grands périmètres de l'Afrique de l'Ouest, l'Office du Niger possède 1.440.000 hectares irrigables par gravité. Sur cette superficie, 130 000 hectares sont aménagés. Notre objectif, avec la volonté politique affichée, est de faire de l'agriculture le moteur de l'économie. Pour cela et, compte tenu des défis du changement climatique, les cultures irriguées sont stratégiques pour assurer la sécurité alimentaire.

Pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires, il faut des investissements dans les aménagements et dans les réhabilitations. Ces travaux coûtent très cher. Pour les financer, nous mettons un accent particulier sur le développement de l'irrigation via des Politiques, Plans et Programmes (PPP) et cela à travers un autre PPP (Partenariat Public Privé). Le PPP peut nous aider à accroître les superficies aménageables. Déjà, l'Etat a consenti de gros efforts entre 2012 et aujourd'hui, car beaucoup de surfaces ont été réhabilitées et beaucoup d'aménagements pour l'extension des superficies ont été réalisés. Nous entendons déployer plus d'efforts pour les augmenter dans la mesure du possible, en fonction de la disponibilité de l'eau et également pour les réhabiliter.

Pour le financement des travaux d'aménagement et de réhabilitation, nous bénéficions de financements canadiens pour, par exemple, réhabiliter 2 000 hectares. Nous disposons également de financement de la BAD pour certaines réhabilitations, ainsi que pour de nouveaux aménagements. Afin d'accroître le taux des travaux d'aménagement et de réhabilitation, nous demandons aux privés de nous aider à nous développer. C'est heureusement le cas avec le projet d'irrigation commerciale qui est en train d'être développé à Alatona avec la Banque Mondiale. Grâce à ce projet, nous allons avoir 8 800 hectares pour les grandes sociétés privées et 1 000 hectares pour les exploitations familiales. L'irrigation va se faire sous pression, une technique très rentable car elle évite les pertes d'eau.

La porte de l'Office est donc ouverte à tous les investisseurs. Nous sommes en train de prendre des dispositions afin de rationaliser au mieux la gestion de l'eau en zone Office du Niger tout en évitant les pertes d'eau, notamment avec la culture de la canne à sucre qui nous pose d'énormes problèmes. Irrigué par gravité, un hectare de canne consomme en effet deux fois plus d'eau qu'un hectare de riz. La canne à sucre demande ainsi 25.000 m³, le riz 15.000 m³ de façon générale. A l'Office du Niger, nous nous situons à environ 12 à 13.000 m³.

L'extension des parcelles étant limitée par la quantité d'eau disponible, il nous faut pratiquer une politique réaliste. Cette année, les pluies étaient mal réparties et déficitaires, nous avons eu des difficultés d'irrigation, mais celles-ci ne vont pas considérablement affecter notre production.

Intensifier la production

Nombre de mesures sont prises dans ce sens, et l'intensification doit être analysée sous plusieurs aspects. D'abord l'aspect de la production. Pour la culture principale qui est le riz, une culture qui fait office de locomotive à l'Office du Niger, l'éventail d'actions possibles est large : par exemple, les techniques améliorées de production du riz, les techniques au niveau de la recherche, les techniques de repiquage. Il faut tout d'abord que le sol soit bien préparé. Nous formons le paysan à la bonne préparation du sol, au repiquage et à l'utilisation des engrais à la bonne période ainsi qu'à une bonne planification et à une bonne gestion de l'eau. L'engrais doit être administré à la bonne période pour que le riz puisse l'utiliser.

Pour intensifier, nous avons le système de riziculture intensif qui présente beaucoup d'avantages car il permet au paysan de cultiver une parcelle de taille raisonnable et de repiquer le riz à bas âge, ce qui favorise le tallage du riz, tout en utilisant moins d'eau. Les gens ne comprennent pas que le riz n'est pas une plante aquatique. Il a cependant besoin



Beaucoup d'aménagements pour l'extension des superficies ont été réalisés ou réhabilités



Le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, PDG de l'Office du Niger plaide pour le développement de l'irrigation

d'eau pour se développer. Le système de riziculture intensif permet au producteur d'humecter sa parcelle et d'utiliser l'engrais. Si celui-ci est utilisé sur une surface bien humectée, le riz en profite. C'est là un système que l'on souhaite intensifier à l'Office du Niger. Nous formons le paysan aux bonnes techniques de production agricole, depuis la préparation de la pépinière puis le repiquage et l'entretien jusqu'à la récolte.

La récolte doit être faite à la bonne date pour obtenir une valeur ajoutée. En effet, lorsque le riz est récolté à 100% de maturité, quelle que soit la qualité de la machine utilisée, elle va être brisée. Il faut effectuer la récolte à 80% de maturité. Les paysans sont formés et encadrés par les techniciens à maîtriser tous ces facteurs. La petite mécanisation a été adoptée afin que les agriculteurs puissent respecter le calendrier. Ils apprennent aussi à planter le riz à la bonne période afin que la production soit très élevée.

Encourager les cultures de diversification

Le riz est la culture principale. Mais, nous encourageons les cultures de diversification, surtout en contre-saison. La culture du riz est bonne en saison des pluies grâce à la grande disponibilité de l'eau. Néanmoins, notre vocation est d'encourager d'autres cultures moins consommatrices d'eau. La presque totalité des parcelles rizicoles utilisent l'eau du fleuve Niger. Dans le même temps, il faut tenir compte du delta intérieur qui s'étend dans Région de Mopti et abrite un système favorable aux migrations saisonnières. Il faut lâcher de l'eau pour que ce delta puisse être irrigué. Pour cela, notre entreprise joue un rôle primordial avec le barrage de Markala. Pendant l'étiage, on demande à l'Office de laisser passer 40 m³ à la seconde, c'est ce qu'on appelle le débit écologique. Mais cela est souvent très difficile surtout avec le changement climatique qui provoque une crise d'eau. Et s'il n'y a pas d'eau, le barrage de Markala ne peut pas en lâcher. Afin de gérer au mieux cette situation, il nous faut préserver et valoriser nos richesses en eau.

Réhabiliter et transformer

L'objectif à l'Office du Niger est d'augmenter les superficies dans des conditions raisonnables, en fonction de la disponibilité de l'eau. De la création de l'Office en 1946 à nos jours, il existe des endroits qui n'ont jamais été réhabilités. Ainsi, toutes les parcelles qui ont été aménagées pour le riz, des années 60 à nos jours, méritent aujourd'hui d'être réhabilitées. Car, après plus de 20 ans d'exploitation en matière hydraulique, il faut vraiment s'occuper des réseaux qui se dégradent. Une forte nécessité de réhabilitation s'impose.

Le problème est peu sensible durant l'hivernage lorsqu'on utilise moins de 6% de la capacité du barrage. Et cela suffit. Mais en contre-saison, on est obligé d'utiliser 50% de cette capacité.

Le contrat plan inclut ainsi un fichier avec des objectifs de production dont le rythme doit suivre celui des aménagements : l'an dernier, 158 000 hectares étaient prévus pour une production d'environ 1 050 000 tonnes de riz. Le rythme d'aménagement ayant ralenti, les objectifs de production ne pouvaient être respectés. L'objectif de production aurait dû

Office du Niger : « À L'HORIZON 2020, PORTATEUR DE CÉRÉALES »

être à 1 000 000 tonnes aujourd'hui, mais nous nous situons à environ 730 000 tonnes.

« Il faut changer les mentalités : l'agriculture n'est pas considérée comme une activité gratifiante »

Pour produire un certain tonnage, il faut disposer d'une superficie précise, mais cette superficie dépend elle-même des aménagements que l'Etat réalise. Au Mali, les investisseurs privés potentiels ne considèrent pas l'agriculture comme une activité gratifiante. Le grand commerçant malien préfère aller à Dubaï ou ailleurs pour pratiquer le négoce.

Il faut donc revoir comment développer les Partenariats Publics Privés, revoir comment revaloriser les relations commerciales. Cette révision doit aider nos producteurs à disposer de plus de garanties juridiques, comme des titres fonciers, afin de bénéficier de davantage de financements. Sans garanties pour obtenir un financement, on ne peut pas travailler.

Investisseurs

Il y a des projets publics ainsi que des projets privés en zone Office du Niger. Il existe des privés tel Modibo Keïta de GDCM qui a beaucoup investi avec de nouvelles technologies de pointe. Il produit de la pomme de terre, du maïs... Aujourd'hui, Modibo Keïta est un exemple à suivre pour les investisseurs maliens.

Nombreux sont les investisseurs étrangers à avoir manifesté leur intérêt : des Chinois, des Turcs, des Marocains et des Sud-africains.

J'invite les investisseurs à l'Office du Niger qui se prête au développement agro-pastoral et même aquacole. L'Office du Niger est un cadre favorable à un grand nombre d'activités : l'agriculture et pas seulement du riz, les cultures maraichères, l'embouche, pour exporter de la viande.

On sait que le département de l'Agriculture ambitionne de développer des agropoles au Mali. Et ce n'est pas un hasard si pour la première de ces agropoles, c'est l'Office du Niger qui a été retenu.

Demain

A l'horizon de 5 ans, je vois l'Office du Niger évoluer et devenir une puissante entreprise agricole capable de satisfaire une grande partie des besoins du Mali et de la sous-région. Dans les 5 ans, l'Office du Niger doit parvenir à couvrir plus de 60% de ces besoins alimentaires en riz. Il doit également contribuer notablement à la production de l'échalote qui est une de nos cultures phares. L'échalote procure, en effet, un revenu annuel de 27 milliards de Fcfa. Plus que le riz ! Ces perspectives quinquennales font une bonne place à la pomme de terre qui se développe bien et à la tomate. Pour cette dernière, les 5 années à venir devraient enregistrer l'introduction de la



Le barrage de Markala joue un rôle primordial pour réguler le débit de l'eau

culture de la tomate industrielle et l'essor d'un pôle industriel de développement et de transformation de la tomate qui intéresse déjà des investisseurs chinois. Ces partenaires qui souhaitent avancer vite, veulent produire en régie mais aussi travailler avec de petites exploitations agricoles familiales qui seront ainsi connectées au marché. Ce projet de transformation de la tomate profiterait ainsi au partenaire qui apporte les capitaux, à l'Office du Niger et à nos paysans.

L'Office du Niger cultive donc de grands espoirs en l'avenir, surtout si une solution est trouvée à un problème qui freine son développement : celui de l'électricité. L'énergie électrique est, en effet, la clé du développement. Heureusement, aujourd'hui, des engagements ont été pris que les zones les plus importantes de l'Office du Niger seront couvertes.

J'invite les investisseurs à venir à l'Office du Niger parce que nos conditions d'investissement sont très attractives. La loi foncière spécifie clairement que la terre n'est pas vendue, des garanties juridiques et un code d'investissement prévoient l'exonération du matériel agricole.

En résumé, l'Office du Niger est un outil stratégique sur lequel l'Etat peut compter pour atteindre la sécurité alimentaire et devenir le grenier de l'Afrique. Le Mali se positionne ainsi à l'horizon 2020 pour être un pays émergent, exportateur de céréales. Ce pari ne peut être gagné que par la mise en valeur du potentiel irrigable de l'Office du Niger.

Production à grande échelle de semences de pomme de terre : SENEGINDIA-SA VEUT INVESTIR À L'OFFICE DU NIGER

Une mission de l'Office du Niger composée de Djimé Sidibé, Directeur Général Adjoint et Bamoye Keïta, Directeur de l'Appui au Monde Rural, s'est rendue du 22 au 25 mars à Dakar au Sénégal sur invitation de SENEGINDIA-SA, une société immobilière et agricole indienne, de droit sénégalais, qui souhaite investir dans la zone Office du Niger pour la production à grande échelle de semences de pomme de terre.

Durant son séjour, la délégation de l'Office du Niger a suivi une visite guidée de villas et appartements témoins, entièrement achevés et équipés. L'équipe a appris à cette occasion qu'un projet similaire est envisagé par l'entreprise à Kati au Mali. Les visiteurs se sont ensuite rendus sur les installations agricoles de Mbane où cinq centres d'intérêt ont retenu leur attention : le système d'irrigation, le système de production agricole, le conditionnement et la conservation de la pomme de terre, les relations avec les populations locales et enfin les emplois générés.

Pour son irrigation, l'exploitation agricole est branchée sur le lac de Guiers situé dans le haut-delta du fleuve Sénégal par des canaux primaires en terre de près de 30 km. A l'extrémité de chaque canal, se trouve une station de pompage qui alimente les pivots d'irrigation de 50 à 60 ha. Dans les espaces situés entre les pivots, le système d'irrigation goutte-à-goutte est utilisé, notamment pour la culture de la banane. Pour l'alimentation de la station de pompage et des pivots, l'exploitation dispose de sa propre centrale électrique et de son réseau de distribution.

S'agissant du système de production agricole, l'entreprise SENEGINDIA-SA exploite actuellement 1 500 ha sur le site de Mbane, principalement pour la production de pommes de terre. Cette année, 50 000 tonnes de pommes de terre (et 5 000 tonnes de semences de pomme de terre) ont été produites. Les espaces situés entre les pivots sont exploités pour la production de la banane en système d'irrigation goutte-à-goutte. L'entreprise produit également des semences de maïs pour le compte du groupe coopératif français Maisadour. L'exploitation est entièrement mécanisée.

Pour le conditionnement et la conservation de la pomme de terre, la société a construit 3 chambres froides d'une capacité de totale de 40 tonnes. Chacune d'elle dispose de sa plateforme de tri et de calibrage de la pomme de terre. La conservation

permet d'étaler la période de commercialisation de la pomme de terre et de disposer de semences de qualité au moment voulu.

Les relations entre SENEGINDIA-SA et la population locale sont bénéfiques aux deux parties. La société est installée en bail sur des terres appartenant à la commune de Mbane. Les populations affectées par le projet ont bénéficié d'actions de compensation prévues dans les plans de gestion environnementale et sociale et les plans d'action et de réinstallation. Ainsi, 7 villages ont été construits en dur avec l'ensemble des infrastructures socioéconomiques de base : écoles, centres de santé, mosquées, points d'eau potable, parcs à bétail, parcs de vaccination, abreuvoirs. Par ailleurs, la population bénéficie gratuitement des écarts de tri abandonnés dans les champs. Ainsi, un marché local de la pomme de terre a spontanément vu le jour autour de l'exploitation agricole.

Enfin pour les emplois générés, en plus d'un personnel permanent travaillant sur les différents sites de l'exploitation (base-vie, arcs de matériel, ateliers de maintenance, stations de pompage, chambres froides, gestion des matériels d'irrigation ...), en période de récolte, la société SENEGINDIA-SA emploie plus de 3000 journaliers payés entre 3 500 et 5 000 Fcfa par jour.

Cette visite a donc permis à l'Office du Niger d'avoir une vision précise des activités et des capacités de l'entreprise SENEGINDIA-SA. Les systèmes d'irrigation utilisés (aspersion et goutte-à-goutte) s'adaptent parfaitement aux conditions de disponibilité de l'eau en zone Office du Niger en période de contre-saison.

La mission estime que le partenariat naissant entre SENEGINDIA-SA (SWAMI AFRICA SARL au Mali) et l'Office du Niger sera bénéfique pour le développement de la filière pomme de terre au Mali, notamment en termes de disponibilité de semences performantes à moindre coût, de créations d'emplois, d'introduction d'innovations techniques et technologiques ...

La mission a recommandé aux deux parties, l'accélération de la mise en œuvre de ce partenariat et à l'Office du Niger, la désignation en son sein d'un point focal pour un meilleur suivi du projet.

Investissements agricoles DES SUD-AFRICAINS À L'OFFICE DU NIGER



Un partenariat est en cours d'élaboration avec les Sud-Africains

Une délégation sud-africaine accompagnée du PDG de Sanya Industrie, Ousmane Djiré, et de ses collègues, a effectué une visite de travail à la Direction générale de l'Office du Niger, le mardi 27 mars dernier.

Reçue par le Président Directeur Général, le Dr. Mamadou M'Baré Coulibaly, dans la salle de

réunion de la direction, la délégation a eu le privilège de visionner la nouvelle version de la carte postale de l'Office du Niger.

Impressionnée par les potentialités de l'Office du Niger, la délégation sud-africaine a manifesté son intérêt d'investir à l'Office du Niger.

A l'issue des échanges sur les modalités et les conditions d'accès aux terres de l'Office, le Dr. Mamadou M'Baré Coulibaly a donné son accord de principe à un partenariat en souhaitant que la venue du groupe Sanya Industrie puisse créer des opportunités pour l'emploi des jeunes et participer à l'accélération des progrès vers l'agrobusiness.

Projet d'appui à l'Office du Niger (PAON) : PLUS DE 10 MILLIARDS DE FCFA POUR LES COMMUNES DE KALA SIGUIDA, SEGOU ET SANSANDING

Le Projet d'Appui à l'Office du Niger (PAON) est une contribution financière de la Coopération canadienne pour la réalisation d'activités prévues dans le Contrat-Plan 2014-2018 conclu entre l'Etat, l'Office du Niger et les Exploitants agricoles. Ce projet, dont la réalisation comprend deux volets, est exécuté par l'Office du Niger sous la supervision du ministère de l'Agriculture. Dirigé par Boubacar Konaté, il a une durée de quatre ans (21 mars 2016 - 31 mars 2020). Son budget de 10 326 250 000 Fcfa lui permettra de couvrir les communes de Kala Siguida, Ségo et Sansanding et de toucher un total de 39 233 bénéficiaires directs.

Le premier volet du PAON apporte des appuis aux infrastructures de production alors que le second consiste à un appui institutionnel. L'objectif du premier volet est de contribuer à l'accroissement des capacités de production agricole issue de l'irrigation dans la zone de l'ON couverte par le projet. Le second volet - appui institutionnel - s'attache à améliorer la gouvernance de la zone Office du Niger en contribuant au renforcement de ses capacités techniques et institutionnelles.

Le PAON concentre principalement ses efforts sur l'amélioration des infrastructures de production grâce à la réhabilitation de ces infrastructures

res dans la zone de production agricole de Molodo pour une superficie totale de 2885 ha de périmètres irrigués par les partiteurs M2, M3 et M5 ; la réactualisation des études des plaines rizicoles de Sossé et de Sibila avec le bénéfice de permettre le passage de la submersion contrôlée à la maîtrise totale de l'eau ; la mise en œuvre de mesures environnementales (plantation, fixation, formation, suivi) accompagnant la réhabilitation ; l'assistance technique ponctuelle qui cible tant les aspects techniques (hydraulique, gestion de l'eau, planification stratégique) que de gestion (ressources humaines et financières, suivi et évaluation) ; l'amélioration du cadre de travail des agents de l'ON de la zone de Molodo et la coordination du projet ; l'amélioration de sa gouvernance à travers des moyens et des ressources mis à la disposition.



Boubacar Konaté dirige le PAON qui ambitionne de toucher plus de 39 000 bénéficiaires

SÈNÈ KUNAFONI

Mensuel de l'Office du Niger

Directeur de Publication :

Dr Mamadou M'Baré Coulibaly

Rédacteur en chef :

Alassane Diarra

Rédacteurs : Fily Fainké, Moriba

Sanogo, Fanta Djiga, Almamy

Doumbia, Baye Sacko, Bamoye Keita,

Moussa N. Coulibaly.

Adresse : 106 - Segou-Mali

Site web : www.on-mali.org

Facebook : [facebook.com/office-dunigersegou](https://www.facebook.com/office-dunigersegou)

Tel : +223 76 27 79 03

+223 76 64 65 83

Email : servcom@on-mali.org

Assistance technique :

Agence Stratégies